

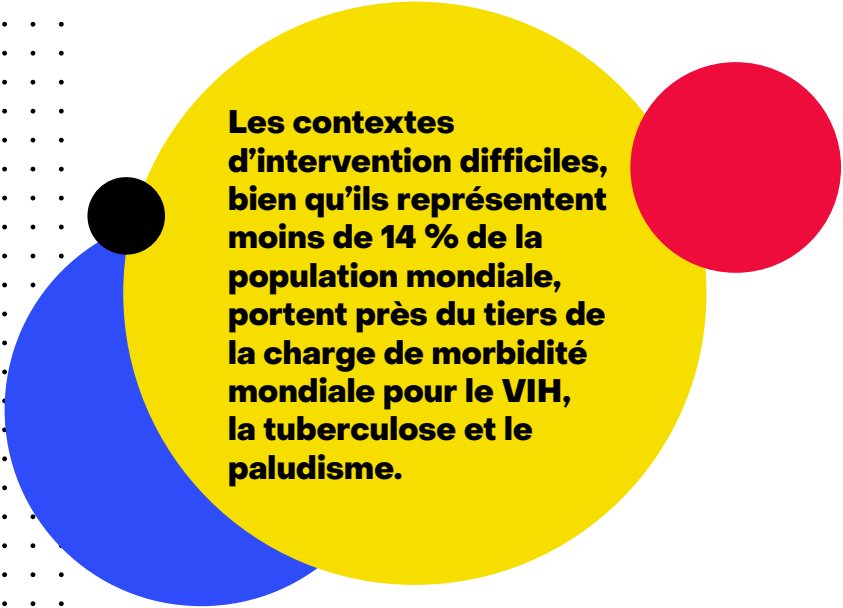
Rapport thématique

Conflits, crises et personnes déplacées :

L'action du Fonds mondial
dans les contextes
d'intervention difficiles



En 2022, le monde est confronté à des défis sanitaires sans précédent, ce qui augmente les risques pour les communautés les plus vulnérables. Le COVID-19 continue de ravager des vies humaines et de semer le chaos dans les économies et les sociétés du monde entier. Des gains durement acquis contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ont été perdus, avec des conséquences dévastatrices pour les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Le changement climatique ainsi que l'expansion des conflits et des déplacements de population affectent l'épidémiologie et la transmission des maladies existantes tout en facilitant l'apparition de nouvelles affections. Les inégalités se sont accentuées et la pauvreté s'étend, en particulier dans les pays touchés par les conflits, les catastrophes et l'insécurité.



Les contextes d'intervention difficiles, bien qu'ils représentent moins de 14 % de la population mondiale, portent près du tiers de la charge de morbidité mondiale pour le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Le défi

Pour mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme en tant que menaces pour la santé publique et faire face aux périls émergents qui pèsent sur la sécurité sanitaire mondiale, nous devons être en mesure de fournir des services de prévention et de traitement aux personnes les plus vulnérables, où qu'elles se trouvent. Cela signifie agir plus spécifiquement dans les contextes d'intervention difficiles – des pays ou des régions en proie à des flambées épidémiques, des catastrophes naturelles, des conflits armés ou des troubles civils, une gouvernance fragile, des crises liées au changement climatique et/ou des déplacements massifs de population. Les contextes d'intervention difficiles, bien qu'ils représentent moins de 14 % de la population mondiale, portent près du tiers de la charge de morbidité mondiale pour le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Les bouleversements qui affectent les contextes d'intervention difficiles détruisent ou mettent sévèrement à mal les systèmes de santé fragiles, ce qui provoque des perturbations considérables des services de santé.

Dans ces environnements, les maladies infectieuses sont plus susceptibles de se propager à grande vitesse. La logistique et les chaînes d'approvisionnement s'effondrent, ce qui entraîne une interruption de l'approvisionnement en produits de santé. Les mesures de prévention échouent. Les maladies ne sont pas traitées ou bien le traitement est interrompu, ce qui aggrave les pathologies ou provoque le décès des patients et le développement d'infections pharmacorésistantes. Les gains durement acquis contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ont été perdus. Dans les pires cas, les systèmes de santé s'effondrent.

Lors des conflits et après des catastrophes naturelles, les maladies infectieuses, le manque de traitements et l'insécurité alimentaire peuvent parfois tuer davantage que la violence ou la crise elle-même.¹ La baisse de sécurité entraîne généralement une augmentation des risques pour les personnes vulnérables, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, les enfants, les personnes âgées et les populations clés comme les hommes homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes,

les travailleurs et travailleuses du sexe, les consommateurs et consommatrices de drogues, les personnes transgenres et les personnes incarcérées. Les attaques à l'encontre de l'égalité des sexes et les violations des droits humains s'accroissent, notamment les exécutions sommaires, la torture, les viols, les crimes de guerre, l'épuration ethnique, la traite des êtres humains, la destruction des infrastructures civiles, le pillage des aliments, médicaments et autres produits essentiels, la fraude et la corruption ainsi que de nombreuses formes de discrimination. Un grand nombre de personnes fuient ou sont déplacées de force, et ce nouveau statut de réfugiés ou de personnes déplacées dans leur propre pays entraîne une vulnérabilité supplémentaire. Ces formes d'abus et de persécution, qui constituent des préjudices par essence, ont également un effet dévastateur sur la santé de la population et les systèmes de santé et accélèrent l'apparition et la propagation des maladies infectieuses.



Des enfants jouent dans le camp de réfugiés de Balukhali Rohingya à Cox's Bazar, au Bangladesh.
ONU Femmes/Allison Joyce

1 <https://bmccmedicine.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12916-020-01708-5>

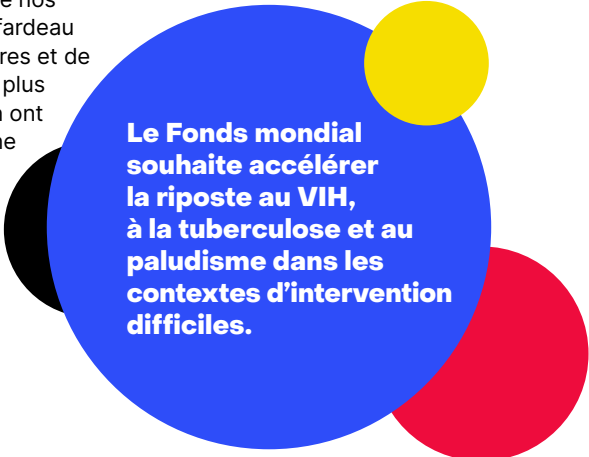
Notre riposte

Le Fonds mondial donne la priorité aux besoins de santé dans les contextes d'intervention difficiles pour élargir la couverture des services de prévention et de traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme, atteindre les populations clés et les populations vulnérables, et sauver des vies. En raison de leurs besoins complexes et des obstacles auxquels ils sont confrontés, les contextes d'intervention difficiles bénéficient de près de 30 % des sommes allouées par le Fonds mondial. Nous avons distribué 15 milliards de dollars US pour les contextes d'intervention difficiles depuis 2002.

Notre politique pour les contextes d'intervention difficiles, instaurée en 2016, vise à adapter l'approche du Fonds mondial aux pays concernés par des contextes d'intervention difficiles. Grâce à l'innovation, à une plus grande souplesse et à la mise en place de partenariats, le Fonds mondial souhaite accélérer la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme dans les contextes d'intervention difficiles, tout en améliorant

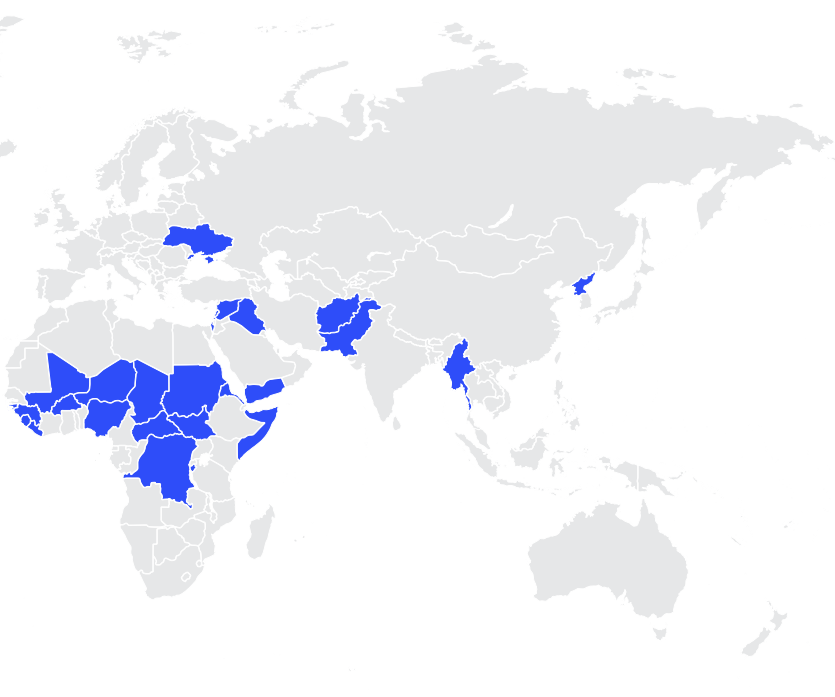
la résilience en renforçant les systèmes communautaires et les systèmes de santé et en surmontant les obstacles liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès aux services. Même en temps de crise, nous ne devons laisser personne de côté. En travaillant avec des partenaires qui possèdent une expertise et une plus grande efficacité dans les situations d'urgence, nous sommes en mesure de réagir plus vite dans les situations de crise humanitaire, tout en renforçant la gouvernance et la prestation de services et en améliorant l'assistance technique dans le pays. Cette politique reconnaît la nécessité d'adapter les modalités à chaque contexte tout en exerçant un suivi fiduciaire responsable des financements, l'objectif étant de raccourcir les délais de nos investissements, de réduire le fardeau administratif pour nos partenaires et de favoriser une offre de services plus efficace aux populations qui en ont besoin. Cette nouvelle approche situe le Fonds mondial à la jonction entre développement et action humanitaire.

Chaque année, le Fonds mondial actualise une liste de contextes d'intervention difficiles d'après l'indice de risque externe² (IRE), qui peut être complétée en cours d'année. La liste actuelle des pays avec des contextes d'intervention difficiles éligibles à l'aide financière pour 2020-2022 comprend l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Burundi, l'Érythrée, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, l'Irak, la République populaire démocratique de Corée, le Liban, le Liberia, le Mali, le Myanmar, le Nicaragua, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, la Palestine, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Syrie, le Tchad, l'Ukraine, le Venezuela et le Yémen.



Les pays répertoriés parmi les contextes d'intervention difficiles, Avril 2022

- Afghanistan
- Burkina Faso
- Burundi
- République centrafricaine
- Tchad
- République démocratique du Congo
- Érythrée
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Haïti
- Irak
- République populaire démocratique de Corée
- Liban
- Liberia
- Mali
- Myanmar
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Pakistan
- Palestine
- Sierra Leone
- Somalie
- Soudan du Sud
- Soudan
- Syrie
- Ukraine
- Venezuela
- Yémen



² L'IRE est un outil de mesure élaboré par le Secrétariat du Fonds mondial, calculé en compilant des données de dix indices publiés qui font autorité et mettent en évidence les risques économiques, de gouvernance, opérationnels et politiques dans un pays.

Axe aide humanitaire-développement-paix

Les programmes de soutien dans des situations d'urgence graves et complexes sont particulièrement difficiles à mettre en œuvre, car les partenaires de santé habituels sont parfois indisponibles ou ne peuvent pas intervenir au mieux de leurs capacités. Pour renforcer les systèmes de santé, assurer l'approvisionnement en produits de santé, participer aux programmes communautaires et soutenir les programmes de défense des droits humains et de soutien des genres, le Fonds mondial comble le fossé dont souffre le développement humanitaire en collaborant avec des partenaires humanitaires et de développement afin de sécuriser à la fois les interventions d'urgence et d'assurer la pérennité des actions.

En 2021, le Fonds mondial s'est engagé expressément à se conformer à l'Axe aide humanitaire-développement-paix, une recommandation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiée en 2019 afin d'intensifier la collaboration humanitaire, pour le développement et la paix, dans les environnements touchés par des urgences complexes ou d'autres types de crises. En outre, le Fonds mondial collabore avec la Nexus Academy³ des Nations Unies/du Réseau

international sur les situations de conflit et de fragilité pour élargir l'approche de Nexus à la gestion du portefeuille du Fonds mondial. Cet engagement repose sur des ripostes collaboratives existantes qui ont porté leurs fruits dans les environnements les plus exigeants tels que l'[Initiative de riposte au Moyen-Orient](#) (MER). Dans le cadre de MER, le Fonds mondial a établi un partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) comme récipiendaire principal afin de fournir avec succès des services destinés à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. D'autres collaborateurs participent à l'action humanitaire comme le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Au Yémen, l'un des pays concernés par l'initiative MER, considéré comme contexte d'intervention difficile en raison de conflits, de restrictions et de famine récurrents, l'OIM est parvenu à toucher les 23 gouvernorats par le biais de leurs programmes nationaux, en mettant en place les programmes financés par le Fonds mondial, même dans les situations les plus à risque.



Un examen est réalisé sur un patient dans une clinique financée par le partenaire du Fonds mondial chargé de la mise en œuvre, OIM, à Aden, au Yémen.

Rami Ibrahim/IOM 2020

Étude de cas Mali

Pays à revenus faibles avec une population avoisinant 21 millions d'habitants, le Mali a été confronté à des grèves, des coups d'État, des conflits régionaux et des guerres civiles totales depuis 2012. Près de 8 millions de personnes sont concernées dans les régions du nord et du centre et la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial dans ces zones stagnait. Pour faire face à ces difficultés, le Fonds mondial a signé des partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires internationales qui interviennent comme prestataires de services sous contrat annuel et fournissent des services de santé dans ces régions difficiles d'accès, dans le cadre de leurs propres forfaits de services d'intervention. Tous les six mois, les ONG humanitaires partenaires adressent un rapport à nos récipiendaires principaux au Mali ainsi qu'au ministère de la Santé.

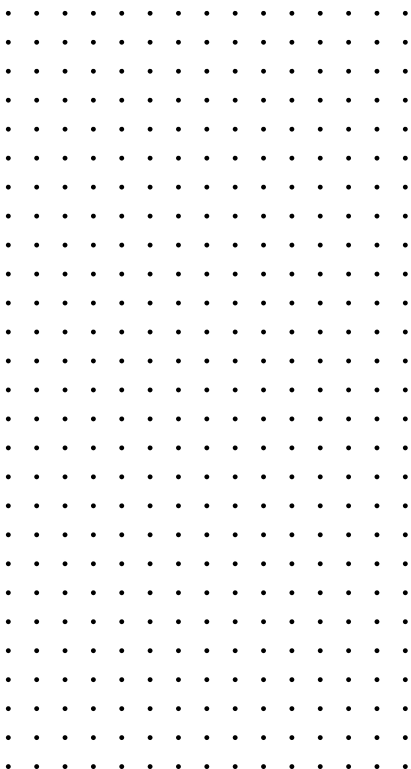


Le Fonds mondial/Catalina Martin-Chico/Panos

³ <https://interagencystandingcommittee.org/humanitarian-development-collaboration/launch-nexus-academy-23-february-2022>

Personnes déplacées dans leur propre pays et réfugiés

Les catastrophes naturelles, les crises et les urgences complexes entraînent des déplacements massifs de population. Que ce soit durant le trajet ou sur le lieu de refuge provisoire ou définitif, les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays sont confrontés à des difficultés supplémentaires et sont plus vulnérables face aux trois maladies. En 2019, le Fonds mondial a fait une promesse de don au **Forum mondial sur les réfugiés** pour se conformer au programme d'action mondial 2019-2023 récemment adopté par l'OMS sur la santé des réfugiés et des migrants. Ceci nous a conduits à renforcer nos partenariats avec des organisations qui travaillent avec des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays et d'autres migrants lorsqu'il s'agit de fournir des services à des personnes en déplacement, où qu'elles puissent être. Nous avons adapté notre politique et nos processus pour répondre aux besoins des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays et autres migrants en temps de crise, lors de l'attribution du financement aux pays. Il est recommandé aux pays d'intégrer les réfugiés à leurs demandes de financement. Dans certains pays, les réfugiés sont même représentés au cours du processus.



Surmonter les obstacles liés aux droits humains et au genre dans les contextes d'intervention difficiles

Les crises et l'instabilité donnent lieu à de nombreuses violations des droits humains sous plusieurs formes, notamment la traite des êtres humains, la violence – y compris la violence basée sur le genre et la violence ethnique – et à des discriminations. [Le Fonds mondial place les droits relatifs aux genres et les droits humains au cœur de ses programmes.](#) Par exemple, notre initiative « Lever les obstacles » accompagne 20 pays qui intensifient leurs efforts pour surmonter les obstacles entravant les services de santé. Parmi ces pays, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et l'Ukraine sont considérées comme des contextes d'intervention difficiles. D'autres, tels que le Mozambique, ont récemment souffert de conflits et de catastrophes naturelles dans certaines parties du pays ou, comme l'Ouganda, accueillent des populations de réfugiés de plus en plus nombreuses.

Dans les contextes d'intervention difficiles, nous adaptons nos approches à l'égard des droits relatifs au genre et des droits humains en soutenant des programmes d'aide juridique et de médiation ; en finançant du matériel d'information sur les droits à la santé ; en aidant

les communautés à exercer leur droit à la sécurité en cas de violence et en incitant les populations vulnérables à s'aider mutuellement pour accéder aux services de santé ; en établissant des partenariats avec des groupes médicaux ou de la société civile afin de répondre aux besoins des survivants à la violence basée sur le genre ; en nous assurant que les prestataires de services de santé fondamentaux respectent des procédures non discriminatoires et en nous opposant à l'utilisation punitive et injuste du dépistage du VIH, de la tuberculose et du paludisme.

Dans les contextes d'intervention difficiles, nous adaptons nos approches à l'égard des droits relatifs au genre et des droits humains en soutenant des programmes d'aide juridique et de médiation.

Étude de cas

Le Dr Denis Mukwege et la lutte contre la violence basée sur le genre et le VIH



Wikimedia Commons/Claude Truong-Ngoc

Bukavu, à l'est du Congo, a été dévasté par des années de guerre, une gouvernance fragile, des déplacements de population et des difficultés économiques. [Le Dr Denis Mukwege](#), lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, administre l'hôpital Panzi, qui s'occupe des femmes et des jeunes filles victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, dont un grand nombre ont contracté le VIH. Le Fonds mondial a établi un partenariat avec l'hôpital Panzi pour financer le traitement et les soins du VIH.

Fonds d'urgence

Si les sommes allouées aux pays servent à financer des programmes consacrés au VIH, à la tuberculose et au paludisme et à bâtir des systèmes résilients et durables pour la santé, y compris dans des pays secoués par des crises chroniques, le Fonds d'urgence créé en 2014 permet le déblocage rapide et flexible de financements dans les situations d'urgence, de manière à garantir la continuité des programmes et services déjà en place pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Dans le cadre du Fonds d'urgence, le Fonds mondial a alloué 73 millions de dollars US entre 2014 et avril 2022 dont, récemment, 15 millions de dollars US pour aider les communautés touchées par des conflits et les systèmes de santé mis à rude épreuve en Ukraine, et plus de 1 million de dollars US à la Moldavie afin d'aider les réfugiés ukrainiens atteints de VIH et de tuberculose.

Étude de cas Le Fonds mondial et les réfugiés



Robin Hammond/NOOR
pour le Fonds mondial

Riposte au COVID-19

Grâce à sa [riposte au COVID-19](#), le Fonds mondial a démontré qu'il pouvait adapter son modèle opérationnel à la riposte aux pandémies, fort de son expérience de collaboration avec les pays dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, en mettant à contribution ses processus et systèmes opérationnels. En tant que coresponsable de l'Accélérateur pour l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT), le Fonds mondial a investi plus de 4,3 milliards de dollars US pour la riposte au COVID-19 dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Ceci s'est traduit par un soutien aux pays dans leur lutte contre le COVID-19 en leur fournissant des tests, de l'oxygène et des équipements de protection individuelle, en soutenant les systèmes de santé et les réseaux communautaires, en atténuant les répercussions sur les programmes consacrés au VIH, à la tuberculose et au paludisme et en renforçant les interventions axées sur les questions de genre.

Dans le cadre de son engagement en faveur d'un accès à la santé pour tous, le Fonds mondial a apporté son soutien aux populations vulnérables dans les contextes d'intervention difficiles, y compris aux personnes déplacées, réfugiés et autres migrants dans leur lutte contre le COVID-19. Par exemple, dans ses programmes destinés à atténuer les répercussions du COVID-19 sur le VIH, la tuberculose et le paludisme, le Fonds mondial a demandé expressément à ses partenaires de prendre en compte les [besoins des réfugiés](#) et autres migrants « en examinant l'accès aux services pour les populations défavorisées telles que les populations nomades, les migrants, les réfugiés et autres personnes en situation d'urgence, afin d'apporter les changements nécessaires aux modèles de distribution et à la prestation de services ».

Étude de cas Ukraine



Oleksandr Ratushniak/UNDP Ukraine

Au Tchad, les réfugiés sont représentés dans l'instance de coordination nationale et participent à l'élaboration des demandes de financement. Au Niger, des programmes nationaux financés par le Fonds mondial intègrent les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays. Les subventions plurinationales sont généralement davantage centrées sur les maladies, mais incluent de plus en plus les populations déplacées de force. Ainsi, ces subventions englobent les populations migrantes et nomades d'Asie afin de combattre le problème grandissant de la tuberculose et de la tuberculose pharmacorésistante, en consacrant 10 millions de dollars US à la sous-région du Grand Mékong et 5 millions de dollars US à l'Afghanistan, au Pakistan et à l'Iran.

Depuis 2019, on estime que le Fonds mondial a accordé 16 millions de dollars US supplémentaires pour des financements d'urgence spécifiquement destinés aux réfugiés et aux personnes déplacées dans leur propre pays, dans des nations telles que l'Ouganda (contre le VIH et la tuberculose touchant les réfugiés originaires de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud), l'Éthiopie (pour faire face aux épidémies de paludisme parmi les réfugiés originaires du Soudan) et le Mozambique (pour la protection contre le paludisme et le traitement des personnes déplacées dans leur propre pays à Cabo Delgado, en raison de conflits et de catastrophes climatiques).

L'Ukraine présentait une charge de morbidité élevée avant même le conflit qui a débuté en février 2022. L'Ukraine est toujours aux prises avec la deuxième épidémie de VIH en importance dans la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, et demeure l'un des 30 pays où la charge de morbidité de la tuberculose pharmacorésistante est la plus élevée. Depuis le début du conflit, des hôpitaux ont été détruits et endommagés. Les personnes déplacées n'ont pas accès à des soins de santé suffisants et le traitement des personnes atteintes de VIH et de tuberculose a été interrompu. Le Fonds mondial a alloué 15 millions de dollars US de financement d'urgence pour garantir le maintien de l'accès aux services de prévention et de traitement pour les patients touchés par le conflit. Cette somme s'ajoute aux 119,4 millions de dollars US affectés aux programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose pour la période 2020-2022 et aux 46,6 millions de dollars US distribués pour la lutte contre le COVID-19.



LUTTER POUR CE QUI COMPTÉ.

Cette année, le Fonds mondial organisera sa septième campagne de reconstitution des ressources, afin de récolter au moins 18 milliards de dollars US pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, bâtir des systèmes pour la santé plus robustes et ainsi renforcer la préparation aux pandémies. Au moins 18 milliards de dollars US permettraient de sauver 20 millions de vies, de réduire le taux de mortalité du VIH, de la tuberculose et du paludisme de 64 % et de renforcer les systèmes pour la santé afin de bâtir un monde plus sain et plus équitable. Confrontés à des défis sans précédent résultant de conflits, du changement climatique et d'autres menaces, un grand nombre de pays en crise doivent résister à l'érosion de leurs programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. De plus en plus de réfugiés, de personnes déplacées dans leur propre pays et d'autres migrants auront besoin d'aide pour la prévention et le traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme. Un financement solide et des partenariats robustes permettront au Fonds mondial de contribuer à préserver la santé des communautés en crise.

À propos du Fonds mondial

Le Fonds mondial investit plus de 4 milliards de dollars US chaque année pour combattre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et pour garantir à tous un avenir plus sain, plus sûr et plus équitable. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons investi 4,5 milliards de dollars US supplémentaires pour combattre cette nouvelle pandémie et renforcer les systèmes pour la santé. Nous mobilisons la communauté internationale dans la recherche de solutions ayant le plus d'impact, dans le but de les mettre en œuvre à l'échelle mondiale. Nous obtenons des résultats. Ensemble, nous avons sauvé 44 millions de vies. Nous ne nous arrêterons pas tant que le travail ne sera pas terminé.